

1989  
PROJECTIONS  
IIUUL

# PROGRES

CAHIER SPÉCIAL  
le nouvelliste

'82

# Malgré des menaces de fermetures d'usines, et de plus de chômeurs dans notre région L'avenir semble pourtant prometteur

par Jean-Marc BEAUDOIN

"On peut s'attendre pour les six prochains mois à des fermetures d'usines et à une augmentation du nombre des chômeurs. L'avenir semble pourtant prometteur, mais n'arrive jamais. Compte tenu des projets importants qui pourraient voir le jour dans notre région, tout le monde retient son souffle et espère en des jours meilleurs."

C'est par cette conclusion que résume le Conseil régional de développement de la région Mauricie-Bois-Francis-Drummond son étude sur les perspectives de développement économique de la région, pour l'année 1982.

La région n'échappera pas aux difficultés économiques que traverse toute l'Amérique du Nord et aux conséquences d'une inflation poussée et de taux d'intérêts désespérément élevés. Mais en raison de sa structure industrielle spéciale et de certains projets très sérieux d'implantations industrielles, en particulier dans le parc de Bécancour, elle pourrait traverser la crise de façon moins douloureuse que certaines autres régions.

## Près de \$1 milliard

Les secteurs du papier, du textile et du vêtement représentent, à eux seuls, 46 p.c. de la main-d'œuvre régionale du secteur manufacturier. Or, l'industrie du papier comme celle du textile, après quelques années d'incertitude, sont engagées toutes deux dans de vastes programmes de relance amorcés en 1981 qui se compléteront ou se poursuivront en 1982.

Ces programmes — près \$1 milliard d'investis-

sements — n'auront pas, il est vrai, d'effets directs sur l'embauche. Mais ils auront comme conséquence la stabilisation des emplois actuels, par la modernisation des équipements, l'accroissement de la productivité et la rationalisation des opérations.

## En relèvements: pâtes et papiers

L'industrie des pâtes et papiers — 20 p.c. de la main-d'œuvre manufacturière régionale — a annoncé à elle seule, en 1981, des investissements

de \$800 millions stimulés par le programme de relance de l'industrie des pâtes et papiers, du gouvernement du Québec, dans lequel le gouvernement fédéral contribue pour une bonne part.

Cette industrie profite actuellement d'une situation concurrentielle avantageuse sur le grand marché américain, en raison de la valeur relative du dollar canadien par rapport au dollar américain.

## Et l'industrie du textile

Quant à l'industrie du textile — 16 p.c. de l'emploi manufacturier et 26 p.c. en comprenant l'industrie du vêtement — les investissements de \$25 millions annoncés en 1981, qui ne sont pas complétés, vont l'être en 1982.

Malgré les difficultés économiques, cette industrie devrait pouvoir se stabiliser et conquérir de nouveaux marchés intérieurs. La décision du gouvernement fédéral de prolonger le maintien des quotas à l'importation, pour une période de cinq ans, sera de nature à justifier et rentabiliser les investissements réalisés dans ce secteur.

## Bécancour... toujours

Enfin, après les dures conséquences de l'abandon de La Prade, d'autres espoirs de voir la région traverser "en douceur" les mauvaises prévisions économiques d'ensemble viennent du parc industriel de Bécancour, toujours rempli de promesses malgré ses incessants départs ratés.

On s'attend en effet que le gouvernement du Québec puisse procéder, d'ici à quelques semaines, à l'annonce de l'implantation de l'aluminerie française Pichenev. Si le projet se concrétise, les rumeurs sont bonnes, c'est un investissement d'environ \$1 milliard qui sera réalisé à Bécancour.

Il est d'autre part question de l'implantation d'une usine Renault, de fabrication de pièces de moteurs en alliage d'aluminium, dans le parc de Bécancour.

## Mais les PME...

Par contre, la situation économique, mais surtout les taux d'intérêt élevés pour marge, rendent fragiles l'existence des petites et moyennes entreprises. Dans une région qui en compte 1.200, ce facteur

ne peut être négligé et aura des répercussions certaines.

Le seul espoir de ce côté vient de la SODEQ du Centre du Québec qui dispose de capitaux frais oscillant dans les \$5 millions.

En vertu de la loi, la SODEQ ne peut investir, sous forme de prise de capital-actions, que dans les PME. Les investissements de la SODEQ ne visent cependant pas à sau-

ver des entreprises en difficulté, mais au contraire, à s'associer à des entreprises solides qui cherchent des capitaux pour améliorer leurs rendements ou prendre de l'expansion.

Ainsi donc, si certains secteurs seront durement touchés, d'autres, sur lesquels repose une large part de notre économie régionale, semblent en mesure d'affronter correctement la situation.

## Principaux secteurs des immobilisations

C'est le secteur énergie électrique et autres services d'utilité publique qui a engagé en 1981 dans la région les plus lourdes sommes en immobilisations et réparations avec des dépenses de l'ordre de \$308.4 millions.

Le secteur de l'habitation se classe en deuxième rang avec des investissements de \$218.3 millions.

Viennent ensuite les institutions, les ministères et autres organismes gouvernementaux avec \$185.1 mil-

lions; le secteur du papier et des industries connexes, \$183.5 millions; l'agriculture, la chasse et la pêche, \$104.6 millions; les services personnels, commerciaux et services divers, \$65 millions; les communications, \$62.9 millions; les finances, assurances et affaires immobilières, \$39.6 millions; l'industrie du textile et de la bonneterie, \$36.2 millions; divers industries et biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation, \$33.8 millions; forêts et mines, \$30.1 millions.

# B.M.R. SPECIAUX D'HIVER

B.M.R. Le plus grand fournisseur de matériaux

## DU 12 AU 20 FÉVRIER



**BOIS ÉPINETTE**  
1ère qualité

2x4x8': \$1<sup>39</sup> ch.  
2x3x8': 83<sup>00</sup> ch.  
1"x6" emb.: 14<sup>00</sup> lin.



**DÉSHUMIDIFICATEUR ASTON ATIC 2000**  
Système de ventilation contrôlée, adéquat pour une maison de 1000 pi. c.  
**PRIX BMR \$226<sup>00</sup>**



**POIGNÉES ET SERRURES WEISER...**  
Parce qu'avec BMP, la sécurité n'a vraiment pas de prix.

**A. POIGNÉE À SERRURE POUR PORTE D'ENTRÉE**  
Finie bronze satiné et chrome luisant.  
**PRIX BMR \$16<sup>92</sup>**

**B. POIGNÉE POUR PORTE D'INTÉRIEUR**  
Finie bronze satiné et chrome luisant.  
**Prix BMR \$7<sup>48</sup>**

**C. POIGNÉE À CLANCHE POUR PORTE**  
Modèle Maltese au fini bronze antique.  
**Prix BMR \$57<sup>88</sup>**



**BANC DE SCIE**  
Table en acier Black & Decker moteur scellé ¾ de force lame 9"  
**SPECIAL \$295**



**POUR SE RAFRAÎCHIR ou RÉPANDRE LA CHALEUR**  
**SPECIAL \$119**

**ESCOMPTE 10% SUR MOULURES ET PERSIENNES EN MAGASIN**



**TOUS CES PRIX: PAYEZ ET EMPORTEZ**



**UBALD FOREST & FILS LTÉE**  
2250 DES RÉCOLLETS, TROIS-RIVIÈRES 374-6285  
LA VISITATION 374-6146

Un moyen de relancer le centre-ville

# Implantation d'une SIDAC au centre-ville

TROIS-RIVIERES (PB) dans le centre-ville de Trois-Rivières, un groupe de relancer le commerce de relanciers, appuyé très fortement par la Chambre de commerce de Trois-Rivières, travaillent

activement à l'implantation d'une Société d'initiative de développement des affaires commerciales (SIDAC).

Persone ne nie que depuis quelques années les centres commerciaux drainent vers eux une clientèle qui, jusqu'à hier encore, faisait frémir joyeusement les tiroirs-caisses des marchands du centre-ville.

Dans le but manifeste de faire revenir au bercail cette clientèle, un groupe de marchands dynamiques du Centre-Ville a décidé de prendre le taureau par les cornes et de donner des dents à la traditionnelle Association des Marchands.

Jusqu'à maintenant, aucun marchand n'était obligé d'appartenir à cette association conventionnelle. Aussi, certains refusaient carrément d'en faire partie, d'autres, pour se débarrasser, payaient la cotisation demandée mais ne prenaient aucune part à la vie même de la dite association. Effectivement, il ne restait que très peu de monde pour mener efficacement la barque de l'Association. Avec des moyens financiers limités et des pouvoirs décisionnels à peu

près nuls, l'Association des Marchands du centre-ville pouvait difficilement abattre de la bonne besogne. La création d'une SIDAC changerait sensiblement les règles du jeu.

Une Société d'initiative de développement des affaires commerciales est une toute autre paire de manches. Le marchand opérant dans le secteur ou quartier désigné n'a pas la liberté d'y adhérer ou pas, automatiquement il est obligé de participer.

Cette participation obligatoire offre plusieurs avantages. D'une part, elle permet à l'association de disposer d'un pouvoir financier beaucoup plus important et par le fait même de diversifier et donner plus d'envergure à ses activités. D'autre part, avec des ressources humaines plus nombreuses, la participation aux activités serait plus importante, et le travail de cuisine au sein des divers comités deviendrait plus facile et surtout plus revalorisant.

Quoique jeune, la formule des SIDAC a déjà fait ses preuves. À Montréal, où l'idée a pris naissance, quatre SIDAC opèrent de façon très efficace.

Pour former une SIDAC, il faut qu'une demande soit adressée, en premier lieu, aux autorités municipales par au moins cinq membres du secteur concerné. A la suite de cette demande, la ville avise par écrit tous les marchands de ce secteur qu'une telle demande lui a été faite. Les marchands qui s'opposent au projet doivent aller signer un registre aux lieux et moments indiqués sur l'avis.

Si moins d'un tiers des marchands touchés s'opposent au projet, celui-ci est accepté. Si plus d'un tiers mais moins de la moitié des marchands s'opposent au projet, un scrutin est tenu. Si plus de la moitié des marchands s'opposent ou encore si le projet est battu lors du scrutin, il ne peut être représenté avant six mois.

Une fois en place, le fonctionnement d'une SIDAC est relativement simple. En fait, c'est un peu celui des centres commerciaux. Les marchands du secteur désigné sont obligés d'y appartenir et leur cotisation est sensiblement proportionnelle à la superficie du commerce exploité.

Le **Nouveau**  
**CASE** de **53hp**  
**1290**

**LES SPÉCIALISTES DES  
TRACTEURS PRÉSENTENT  
UN NOUVEAU TRACTEUR  
TOUT USAGE  
EXTRAORDINAIRE !**



Si vous recherchez un tracteur de style moderne, donnant de bonnes performances, vous saurez apprécier le nouveau Case 1290. Il vous éblouira par son style nouveau... ses commandes ultra-modernes... son siège d'un luxe inédit... son capot relevable dernier cri pour un entretien facile.

POUR UN MEILLEUR ACHAT  
MEILLEUR SERVICE, MEILLEURS PRIX

PRENEZ DÈS  
AUJOURD'HUI  
LE VOLANT  
D'UN NOUVEAU  
1290

C. RHEULT  
TÉL.:  
378-2146

ÉQUIP  
**Malbert** INC

DE **Case** 771 BOUL. EST LOUISEVILLE 228-4592. TROIS-RIVIERES - 296-3366

## E. Lefebvre inc meubles

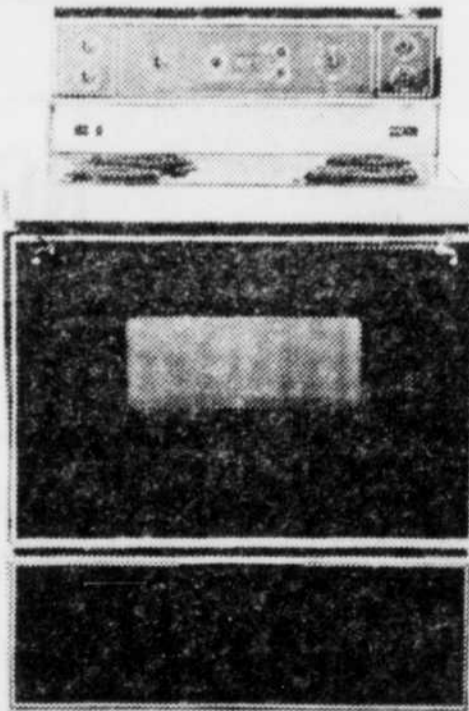
### VOUS OFFRE DES MEUBLES SOLIDES

**SI VOUS AVEZ DE L'ARGENT**

Achetez maintenant  
parce que ça coûtera  
encore plus cher plus tard...

**SI VOUS DÉSIREZ DU BEAU  
NOUS AVONS CE QU'IL  
VOUS FAUT!**

# Inqlis



**FUTURS MARIÉS  
C'EST L'ENDROIT RÊVÉ  
POUR BIEN CHOISIR!**

**SERVICE  
PAR DES EXPERTS**

**LIVRAISON  
AVEC COURTOISIE**

**ÉTALAGE  
ACCUEILLANT**

E. Lefebvre inc  
meubles

931 PRINCIPALE, ST-PROSPER  
TÉL: 1-418-328-3334

**FERMÉ  
LE MERCREDI**

## Hydro-Québec un facteur important pour l'économie

par Claude BERGERON  
TROIS-RIVIÈRES —  
Quand on s'arrête à regarder un peu plus attentivement ce que Hydro-Québec dépense dans l'ensemble de la vaste région 04, on réalise que les sommes sont importantes. Ainsi son budget d'immobilisation et celui de l'exploitation totalisent la jolie somme de \$92,956,000. Mais ce n'est pas tout, si Hydro-Québec dépense cet argent, il faut savoir aussi qu'elle vient, par ailleurs chercher des revenus de l'ordre de \$262,502,500.

Ces chiffres viennent du bureau régional d'Hydro-Québec. Le gérant de la comptabilité, M. Claude Lacroix, en donnant ces chiffres rappelle que la région administrative d'Hydro couvre la même superficie que celle de la région économique 04.

Dans ce service bien structuré, on retrouve donc deux budgets importants: l'immobilisation et l'exploitation. Ainsi le budget d'immobilisation en 1982 totalise la somme de \$34,3 millions. En 1981, il était de \$20 millions.

Dans les centrales, plus de \$6 millions seront consacrées à augmenter la

puissance de production. De plus, on doit procéder à des canalisations souterraines pour conduire des lignes importantes de distribution.

Deux centres de services doivent être réalisés, un à La Tuque et l'autre à Victoriaville. Des montants respectifs de \$1,5 million et 1,8 million sont prévus pour ces nouvelles constructions. Hydro-Québec a aussi réservé des crédits pour l'achat du réseau privé de la ville de Grand-Mère.

Au chapitre de l'exploitation, pour assurer et la production et la distribution de l'électricité, on dépensera \$58,6 millions; 90% de ce montant va au paiement des salaires.

Au niveau des achats, il est intéressant de savoir que c'est environ \$12 millions qui sont attribués à ce poste budgétaire en 1982. Les véhicules et la machinerie, nécessitent un montant de \$3,6 millions. Et dans les postes à l'exploitation, voici les montants dépensés: Trois-Rivières: \$10,3 millions, Shawinigan: \$12,6 millions; La Tuque, \$7,6 millions et Victoriaville, \$10,5 millions.

## Les prévisions pour 1982 Un taux d'inflation de 12%

par Jacques GINGRAS

Vous vous souvenez sans doute des années 1978-79, 80-81 qui ont enregistré des taux d'inflation records? Eh bien, on doit s'attendre à du pareil au même pour la présente année. Les différents experts, en fait est-il besoin d'être experts, s'attendent encore à un taux d'inflation de l'ordre de 12%, dans certains secteurs, les hausses de prix vont être du double sinon du triple.

C'est peut-être difficile à croire, mais les informations que nous possédons, ajoutées à un examen, même superficiel, de ce qui nous a frappé ces deux dernières années, démontrent les malheurs qui vont assaillir les consommateurs, cette année, dans les différents secteurs de notre vie quotidienne. Nous pensons ici à l'habitation et aux taux d'intérêts, à l'automobile, devenue un vrai luxe, aux assurances, à l'électricité, au chauffage, et à l'alimentation, qui malgré tout n'est pas le pire des maux, car cette hausse-là est

moins accentuée que dans bien d'autres secteurs, grâce à une guerre des prix et la résistance des consommateurs, surtout dans le boeuf.

### La maison

Si on y va avec l'habitation, peu importe la forme, force est d'admettre que la majorité des gens vont subir de fortes augmentations de dépenses. C'est encore plus vrai si vous devez renouveler votre hypothèque qui peut faire presque doubler vos paiements si vous bénéficiez encore d'un prêt de 5 ans, inférieur à 11%, qui peut passer à 16%, 18% ou même 20%, selon la période de l'année. Cela signifie \$100, \$200, \$300 ou \$400 de plus, selon le montant que vous devez renouveler. Bien entendu, les gens à loyer vont écoper lourdement, c'est-à-dire un minimum de 15% jusqu'à 30% et plus, si les propriétaires d'appartements peuvent l'obtenir de la Régie.

A cela s'ajoute les assurances qui, une fois de plus, font faire

un bond de plusieurs dizaines de dollars, selon le cas. On prévoit pour l'ensemble une hausse générale allant jusqu'à 20%. On continue avec le chauffage et avec l'hiver qu'on connaît la facture va faire mal, peu importe que l'on utilise l'électricité ou le fuel. Dans les deux cas, les augmentations sont importantes, 16% dans le premier et au moins 20 à 25%, si on se fie aux dernières années. Il y a aussi les autres petites dépenses qui s'ajustent à la hausse: téléphone, la poste, le câble, les réparations, des appareils ménagers, etc.

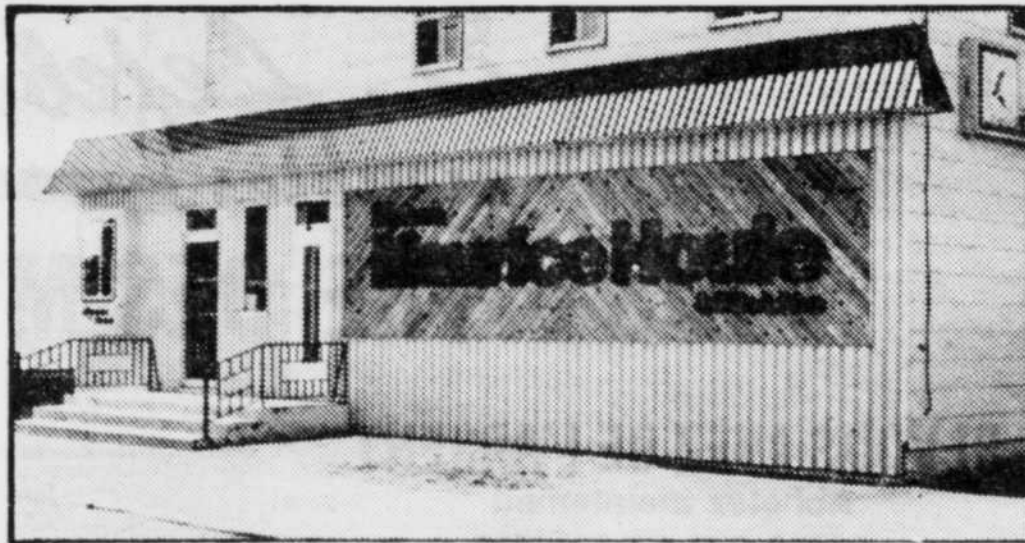
### L'automobile

L'autre domaine qui suit dans l'importance des dépenses est, sans contredit, l'automobile, non seulement coûtent-elles cher à l'achat, quand on a les moyens, mais la faire rouler constitue un vrai luxe. Le prix du litre d'essence a enregistré des bonds de 35% et 50%, ces deux dernières années, eh oui, ne nous accordera pas beaucoup de répit en 82, si on se réfère à l'entente

intervenue entre l'Ontario et l'Alberta, l'an dernier. On payait \$0,30 le litre, au début de 81, et dans les mois qui s'en viennent, on va s'approcher puis dépasser \$0,50 et puis \$0,55 et sans doute \$0,60. En fait, le pétrole de l'Ouest, qui devait être notre planche de salut, coûte désormais plus cher que celui importé et l'écart va aller en s'accroissant.

Pour retourner le fer dans la plaie, parlons brièvement des assurances, qui elles aussi ont augmenté de 25% à 40% l'an dernier et on prévoit la même chose pour cette année, et à cela s'ajoute le coût des plaques et l'assurance corporelle du gouvernement, qui vont augmenter de \$30 à \$40, selon le cas. La moyenne était de \$123 en 81. Nous ne parlerons pas des réparations et de l'entretien qui vont s'accroître de 15% au moins. du prix des disques, des livres, des repas au restaurant et autres dépenses de la vie courante, qui, toutes, vont suivre l'inflation.

**AU MOMENT D'ÉRIGER  
VOTRE FUTURE DEMEURE  
N'HÉSITÉS PAS À DEMANDER  
NOS PRIX... ESTIMATION GRATUITE.  
NOUS AVONS UN VASTE CHOIX DE  
BOIS DE QUALITÉ**



## NOS SPÉCIALITÉS MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

- TÔLE GALVANISÉE ÉMAILLÉE
- POUR VOS TOITURES ET LAMBRIS
- POUR LES BÂTIMENTS DE FERME

**Monsieur  
dismat**

**Maison  
Maurice Houle & Fils Inc.**  
70 rue Commerciale, St-Boniface,  
535-3812  
221-5688

- BOIS • OUTILLAGE
- QUINCAILLERIE • REVÊTEMENT EXTERIEUR
- FERRONNERIE • MOULURE
- PLOMBERIE • BOIS FINITION
- ÉLECTRICITÉ • PRÉFINI
- PEINTURE • POELE ET FOYER

Après les nombreuses fermetures d'entreprises...

# Champlain reprend sa vocation agricole

par Roger NOREAU

**CAP-DE-LA-MADELEINE** — Les nombreuses fermetures d'usines qui perturbent depuis quelques années l'économie du comté de Champlain, par ricochet l'économie régionale, feront de ce comté, un comté à vocation agricole unique, si ce phénomène perdure.

Le grand commencement de cette perturbation économique a eu lieu en 1977 avec la fermeture de l'usine Wayagmack du Cap-de-la-Madeleine, avec une mise à pied de près de 375 travailleurs.

Une tentative de remplacement a cependant été faite avec l'implantation des Forges HPC, qui ont été fermées en mars 1981 lors d'une saisie de la Banque Mercantile du Canada. Depuis ce temps, il est de

moins en moins certain que cette fabrique de bonbonnes d'acier rouvre ses portes malgré les nombreux investisseurs qui s'intéressent à cette production qui était, pourtant, appelée à un brillant avenir.

On remet, de semaine en semaine, l'annonce de cette reprise d'activités dans cette entreprise qui embauchait 90 travailleurs à sa fermeture.

Par contre, sa voisine dans l'ancienne usine de la Consolidated Bathurst, continue une surprenante progression. En effet, sans augmenter le nombre de ses employés, LUPEL Amiante atteindra, cette année, une production de 20.000 tonnes d'endos à linoléum, avec l'ouverture du marché mexicain.

**A la campagne**

Ce sont toutefois, les PME situées dans les paroisses rurales du comté qui connaissent les plus grandes difficultés et où les fermetures deviennent chose courante.

Après l'abattoir Fugère de Saint-Stanislas qui fermait ses portes en octobre de l'an dernier, l'usine Matelas Suprême de Saint-Narcisse, fermait définitivement ses portes quelques jours avant la période des fêtes 1981.

Pour comble de malheur, la fabrique de margarine DPM Thibault de Sainte-Anne-de-la-Pérade était complètement rasée par un incendie, en juillet dernier. La direction de la compagnie n'a pas encore pris de décision quant à la reconstruction de son entreprise,

attendant encore de connaître la somme d'argent qui lui sera versée par la compagnie d'assurance.

Ces trois fermetures représentent une mise à pied d'environ 200 travailleurs. En 1981, seulement 103 nouveaux emplois étaient créés dans le comté de Champlain. Ce nombre de chômeurs ne comprend pas le nombre des autres mises à pied temporaires et celles provoquées par des fermetures non inventoriées de PME.

Une autre manufacture de Saint-Narcisse pourrait fermer ses portes si la situation économique ne se redresse pas prochainement. Il s'agit de l'usine Feutre national, fournisseur de matières premières pour les fabricants de matelas et de meubles rembourrés. Depuis les deux derniers mois, le nombre d'employés est passé de 45 à 15 et la direction de l'entreprise ne prévoit pas de rappels pour les prochaines semaines.

**Centurion**

L'entreprise de matelas Centurion, fondée par cinq employés cadres de Matelas Suprême, il y a trois ans à Saint-Narcisse, connaît une progression constante et encourageante, pour les années à venir. De cinq, le

nombre d'employés est passé à une dizaine, en peu de mois, et la clientèle s'agrandit, à la satisfaction des propriétaires.

Si cette entreprise apporte un soulagement à l'économie locale, elle mettra encore plusieurs années à pouvoir remplacer les diverses pertes d'emplois dans cette localité.

**A Batiscan**

Depuis quelques mois, le Culottier de Batiscan connaît une baisse importante de sa production, à cause

de la conjoncture économique et à la grève qui a perturbé, durant quelques semaines, la production de jeans.

Depuis environ deux ans, le nombre d'employés est passé de 250 à une centaine et, on ne prévoit pas de reprise importante pour les prochains mois.

Comme partout ailleurs en région 04, le pessimisme fait place à l'optimisme, quand on parle de redressement économique dans le comté de Champlain.

## Pour le maire Beaumier La stagnation: une bête noire

par Roger NOREAU  
**CAP-DE-LA-MADELEINE** — Pour le maire Jean-Claude Beaumier de Cap-de-la-Madeleine, une des bêtes noires pour une administration municipale est la stagnation dans le développement industriel et commercial. Il est donc extrêmement important pour lui, qu'une administration municipale qui se respecte fasse en sorte de promouvoir l'essor industriel et commercial de son

territoire, tout en ayant en vue le progrès de la ville, la prospérité de ses citoyens et de la région.

Conscient que le ralentissement économique actuel est préjudiciable à ce développement, le conseil municipal a donc inclus dans ses priorités de trouver des moyens pour favoriser la venue de commerces et de PME, le territoire se prêtant mal à l'implantation de gros complexes industriels.

Ces moyens sont d'abord, la création d'une commission de développement industriel et commercial. Cette commission sera formée de membres provenant du milieu et les dirigeants municipaux attendent de cette dernière qu'elle suscite la participation des principaux intéressés à la promotion industrielle et commerciale. Ces intervenants auront comme mandat de proposer au conseil municipal les actions à entreprendre, afin de favoriser le développement de ce secteur. De plus, la commission devra faire connaître au conseil les besoins et les aspirations du milieu.

Depuis déjà quelques années, le parc industriel de Cap-de-la-Madeleine opère à pleine capacité et les terrains vacants sont presque inexistantes. C'est donc ce qui amena le conseil municipal à se pencher sur ce problème, durant les dernières années. Il semble bien, cependant, que le nouveau conseil municipal intensifiera ses démarches afin d'agrandir le parc industriel ou d'en créer un deuxième.

Selon le maire Beaumier, les démarches sont déjà amorcées pour l'acquisition d'un terrain propice à l'implantation de nouvelles PME. Ce terrain qui appartient à Canadian Titanium, fait frontière avec la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap. Des négociations seront donc nécessaires avec cette municipalité.

**morin, cadieux & matteau**

COMPTABLES AGRÉÉS



Gilles Morin, c.a.  
Léon Cadieux, c.a.  
François Matteau, c.a.

Paul Dumas, c.a.  
François Normand, c.a.

497, Rochefort, C.P. 398  
Cap-de-la-Madeleine, (Québec)  
G8T 7W6 / (819) 373-0122

## POUR RELEVER LE DÉFI DE LA COMPÉTENCE

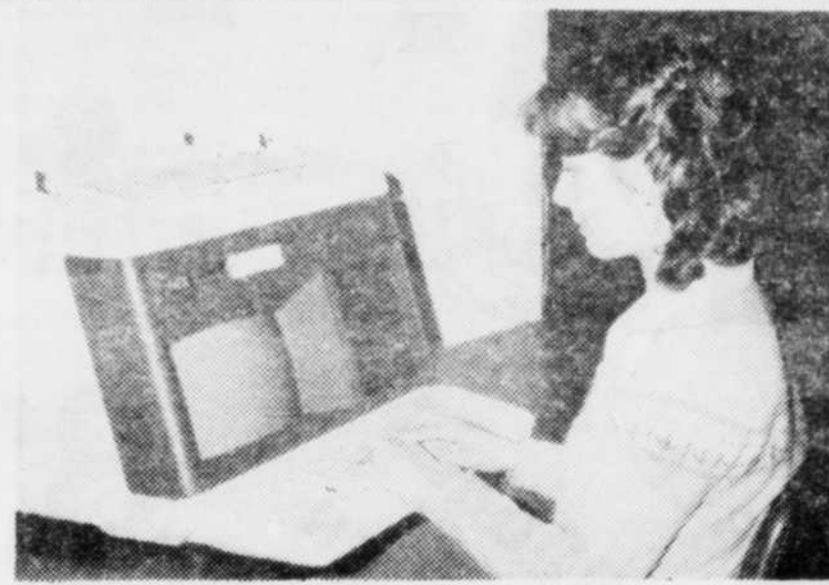
### COURS RÉGULIER (2 ans)

- Secrétaire de services
- Commis de bureau
- Secrétaire médicale
- Commis-comptable

### COURS INTENSIF (1 an)

- Commis de bureau
- Secrétaire de services

### PERFECTIONNEMENT



- Systèmes de traitement de textes
- Micro-ordinateur
- Centre de simulation
- Centre de mécanographie
- Studio de personnalité
- Laboratoire de sténographie
- Salle de dactylographie



**Ecole Commerciale du Cap Inc.**

155, rue Latreille, Cap-de-la-Madeleine, Qué. G8T 3E8 - 374-2487

La seule école commerciale déclarée d'intérêt public en Mauricie.  
La plus haute reconnaissance accordée à une institution privée.

Les emplois industriels en 1982 au centre-Mauricie

## D'abord "sauver les meubles" à la GULF et à la CIL

par Denis PRONOVOST  
SHAWINIGAN —  
Avant de parler de tout développement éventuel au niveau des emplois industriels, les milieux économiques du centre-Mauricie ont en tête une préoccupation majeure pour 1982.

Il faudra chercher par tous les moyens à "sauver les meubles" de la compagnie GULF et de la CIL, deux vieilles entre-

prises shawiniganaises, sur lesquelles 420 travailleurs du centre-Mauricie comptent pour gagner leur pain quotidien.

"Ce n'est pas le milieu qui va décider de l'avenir de ces entreprises, confie M. Jean Drouin, commissaire industriel à la CODICEM. Mais la population en général, et les organismes en particulier doivent démontrer qu'ils veulent garder ces deux

entreprises chez nous."

La compagnie GULF Canada a fait part de ses intentions de vendre ses installations produisant du carbure de calcium, puisque cette production spécialisée n'entre plus dans sa spécialité pétro-chimique moderne.

Les acheteurs se sont montrés nombreux et intéressés, mais depuis quelques semaines, c'est subitement devenu l'ac-

calmie à ce chapitre.

### Fournisseur vital

Quant à l'usine CIL de la rue Cloutier, elle compte sur GULF pour lui fournir du gaz d'acétylène, matière essentielle à sa production qu'elle reçoit grâce à des conduites souterraines.

La CODICEM s'attend à ce que les mouvements, les organismes et le conseil municipal fassent leur

part pour bien démontrer à GULF et à d'éventuels acheteurs que l'on trouve essentielle leur présence à Shawinigan.

La compagnie GULF a laissé savoir qu'elle était prête à attendre tout acheteur avant de transférer ses actifs.

"Chose certaine, mentionne M. Drouin, la GULF veut se départir de son usine. Il ne faudra pas qu'elle attende trop longtemps."

### Emplois de base

Au 1er septembre 1981, les emplois de base (résultant d'activités exportatrices) au centre-Mauricie se situaient à 7.827 travailleurs, comparativement à 7.600 l'année précédente, à la même date.

"La plupart des grandes

industries du centre-Mauricie sont à peu près stabilisées, clame le commissaire industriel. Quand les cas CIL et GULF seront réglés positivement, ajoute-t-il, on pourra dire que l'opération sauvetage des grandes industries de chez nous sera terminée. Il y a seulement dix ans, tout le monde pensait que ces compagnies allaient nous quitter une à une. Seulement sur ce plan, ce sera une belle victoire pour le centre-Mauricie."

Avec ses 60 industries manufacturières de tout type, le centre-Mauricie reste une région industrielle active du Québec.

Ce n'est plus le dynamisme des années 1950 mais, à la CODICEM, on estime que la stabilisation en vue permettra de songer à de meilleurs jours.

Vaut mieux tard que jamais

## Trois 'nouveaux' parcs industriels créés en 1982

par Denis PRONOVOST

GRAND-MÈRE — Subitement, et la même année, le centre-Mauricie recevra la manne tant attendue d'Ottawa et de Québec.

Du gros tric gouvernemental nous permettra de créer un parc industriel à Grand-Mère, d'en obtenir un deuxième pour Shawinigan et d'agrandir le petit parc industriel de Shawinigan-Sud.

Certains affirment que cette création de parcs industriels arrive quinze ans en retard, alors que bien d'autres villes du Québec ont su attirer chez elles des petites, moyennes et grosses entreprises entre 1965 et 1975, lors de la période de croissance industrielle qui a suivi la révolution tranquille.

Mais d'autres, plus optimistes de nature, diront "mieux vaut tard que jamais".

### Trois au lieu d'un

Le centre-Mauricie aura trois petits parcs industriels locaux, parce que les trois villes-sœurs n'ont pu s'entendre sur un grand parc industriel régional.

La politique aidant, le gouvernement a fini par diviser sa camelote en trois.

A Shawinigan-Sud, les travaux commenceront au printemps et Grand-Mère suivra dans cette foulée. A Shawinigan, le grand projet des produits ALCAN attend toujours une décision finale et officielle de la Commission de protection du territoire agri-

cole, qui a zoné en vert un territoire où aucun agriculteur ne fait pousser quoi que ce soit!

Mais qu'importe: 1982 marquera le grand départ industriel du centre-Mauricie. La région ne sera plus le parent pauvre du Québec industrialisé, en matière d'infrastructures, à tout le moins.

### Mieux vendre

On pourra mieux "vendre" l'idée de s'implanter au centre-Mauricie sur le plan industriel, quand les trois parcs industriels seront complétés.

Mais pour Jean Drouin, commissaire industriel à la CODICEM, il n'est pas bon de compter exclusivement sur les gens de l'extérieur.

"C'est d'abord et avant tout de notre propre région que devra venir l'entrepreneuriat en cette matière. Comment voulez-vous attirer des hommes d'affaires et des industriels d'ailleurs si les gens du coin ne se montrent pas confiants et intéressés à investir chez eux d'abord?"

### Une question

Il arrive souvent à Jean Drouin de se poser la question: "Les gens du centre-Mauricie sont-ils bien heureux comme cela, ou souhaitent-ils vraiment qu'on remonte la pente?"

Le jeune commissaire industriel signale toutefois que la population sait bien réagir quand c'est le temps.



Dominique Grenier  
maire

À  
L'ACTION  
POUR LE  
PROGRÈS  
EN

82

LE MAIRE ET LES CONSEILLERS DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN

TRAVAILLONS TOUS ENSEMBLE AU  
PROGRÈS D'UNE VILLE QUI NOUS EST CHÈRE



La Cité de Shawinigan

# Le grand défi sera d'abord de conserver les emplois actuels dans la région de Louiseville

par Berthold LEVESQUE  
LOUISEVILLE — La situation économique actuelle affecte la région de Louiseville et d'une façon particulière alors que dans cette partie de la Mauricie, le taux de chômage plus élevé qu'ailleurs ne facilite pas l'économie locale.

En 1982, le grand défi des corps publics et des organismes intéressés sera de conserver les emplois actuels alors que les compagnies en place ont souvent de la difficulté avec les marchés.

La région de Louiseville repose sur le meuble en particulier, sans oublier le textile, un autre secteur qui laisse à désirer, selon les périodes. Louiseville et sa région conservent d'autres usines traitant d'autres secteurs d'activité mais les transactions commerciales sont souvent assez stables.

Le domaine du meuble devait faire son apparition d'une façon encore plus intense à Louiseville, en particulier avec la disparition, il y a quelques années, de l'Associated Textile, une multinationale qui devait quitter les lieux sans que personne puisse le croire dans le milieu. Les séquelles de cette disparition se font encore

sentir aujourd'hui à Louiseville.

Une compagnie, en particulier, celle de Yugo Meubles, devait faire son apparition à Louiseville, fournissant quelque 200 emplois nouveaux. Une bonne affaire durant quelques années et les marchés semblaient de plus en plus florissants pour l'avenir avec une bonne mise en marché. Des spécialistes ont toujours tenté de suivre la mode dans le meuble et l'affaire était bien bonne à Louiseville. Une usine de composants de meubles, "Québois" devait aussi faire son apparition, à partir de la même compagnie. De bons atouts pour le parc industriel de Louiseville.

Par contre, au cours des derniers mois en particulier, ce secteur d'activité à Louiseville a connu moins d'ouverture au niveau de son marché. Les entrepôts sont pleins et on a dû provoquer bon nombre de mises à pied. Le secteur n'est pas meilleur ces temps-ci. La hausse des taux d'intérêt affecte aussi dans cette région, évidemment. Le fédéral, par l'entremise du ministère de l'Expansion économique régionale, a offert une subvention de \$52.800 pour de la mo-

dernisation de la machinerie, mais la compagnie pourrait laisser tomber le projet et la subvention, pour la simple raison que la situation économique ne s'améliore pas assez dans le secteur. 90 personnes seulement ont de l'emploi actuellement à la compagnie alors qu'à un certain moment, pas moins de 212 personnes y trouvaient leur gagne-pain.

Le président de la compagnie est M. André Deveault. La subvention offerte par le Fédéral n'est pas refusée pour autant alors que la décision finale peut se prendre dans un délai de douze mois.

Ailleurs, dans la région de Louiseville, on y retrouve des problèmes un peu identiques, dans le meuble, évidemment. A Saint-Justin, la compagnie Meubles Saint-Barthélemy a dû ralentir ses activités au point de fermer ses portes durant quelques semaines, dernièrement. Le retour des employés s'est fait lentement et seulement la moitié des effectifs, soit 60 personnes sur 120 ont pu regagner l'ouvrage.

Après la fermeture de l'Associated Textile, d'autres compagnies devaient faire leur apparition, per-

mettant de combler une partie des emplois perdus par la disparition de secteur à Louiseville. Il s'agit de mentionner des compagnies comme Lévesque et Renière; Caprice dans le domaine du bas de nylon, et une compagnie de tannage de cuir.

Louiseville et sa région devaient procéder à la mise sur pied d'un comité industriel, il y a quelques années, devant la tournure des événements, surtout avec les mises à pied du textile. Un commissaire industriel a été engagé, en la personne de M. Maurice Perreault. Ce dernier a fourni un travail précieux, à ce jour, dans la région de Louiseville et en agissant comme intermédiaire souvent entre les gouvernements et les compagnies, il a pu faire bénéficier celles-ci de plusieurs programmes gouvernementaux, permettant de protéger au moins de l'emploi dans cette région. Quelques nouvelles compagnies devaient faire aussi leur apparition dans le décor à la suite du travail du commissaire industriel. Son travail a permis également de tenir des séminaires, rencontres d'information, de consultation dans le milieu, avec la collaboration

des gens en affaires et les fonctionnaires des gouvernements.

Une chose est certaine, le travail du commissaire, jusqu'à maintenant à Louiseville, s'est résumé en grande partie à oeuvrer pour conserver les usines et emplois déjà en place. Cette tâche, dans la période qu'on vit, est d'une grande importance. En 1982, le grand défi de

la région sera de conserver les effectifs actuels qui, malgré les efforts au cours des dernières années, ont été affectés grandement.

En bref, la région de Louiseville connaîtra sûrement plus une année de conservation qu'une année de création. La situation économique y fait pour beaucoup.

## Immobilisations et réparations

# La région classée au quatrième rang

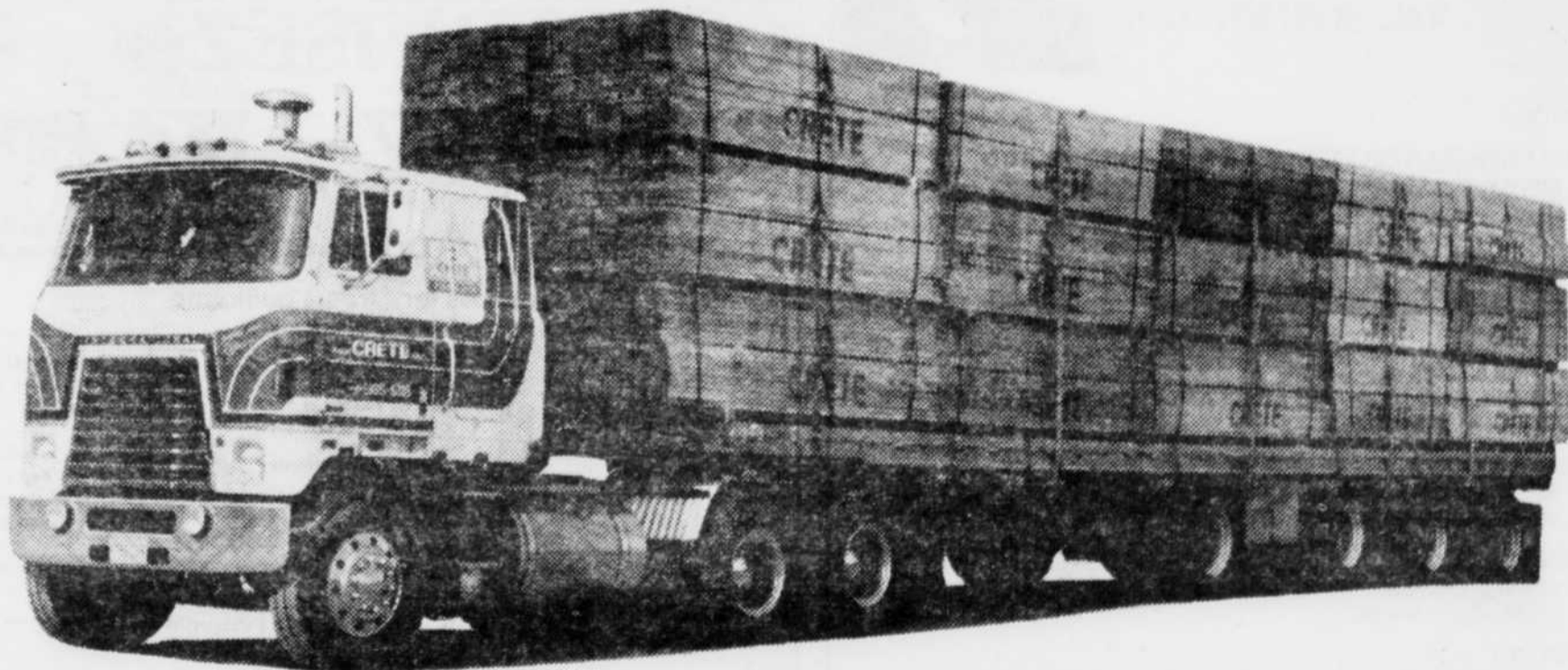
Dans la région économique de Trois-Rivières, en 1981, les dépenses des secteurs privé et public en immobilisations et en réparations ont atteint presque \$1.5 milliard.

La région se classe ainsi au quatrième rang des régions du Québec, après celles de Montréal, Québec et Côte-Nord/Nouveau-Québec. Elle devance de \$200 millions la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de beaucoup celle de l'Estrie où ces dépenses n'ont atteint que \$515 mil-

lions. Le secteur privé a été particulièrement actif en dépensant en immobilisations, \$935 millions comparativement à \$517 millions de la part du secteur public.

Dans les investissements réalisés par le secteur privé, la région de Trois-Rivières se situe toujours au quatrième rang, mais cette fois légèrement derrière le Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais bien avant la Côte Nord/Nouveau-Québec.

**NOUS SOMMES FIERS DE CONTRIBUER  
À L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE NOTRE RÉGION**



  
**GERARD CRETE & FILS INC.**  
 BOIS DE CONSTRUCTION — SCIERIE  
 ST-SÉVERIN-DE-PROULXVILLE, CTÉ CHAMPLAIN, QUÉ. GOX 2B0 (418) 365-5118

# En agriculture, il y a aussi des priorités

par Roger NOREAU

**CAP-DE-LA-MADELEINE** — Devant une agriculture de plus en plus diversifiée et sujette à diverses contraintes, les producteurs agricoles doivent envisager la nouvelle décennie avec courage et détermination. Longtemps considérée comme une activité presque marginale, l'agriculture s'industrialise de plus en plus et nécessite des investissements importants pour se développer.

Toutes les productions agricoles se dirigent vers une certaine forme de syndicalisation et de regroupement pour la mise en marché. L'implantation des plans conjoints qui se fait souvent avec douleur, sans être la panacée aux problèmes agricoles, devient de plus en plus la façon idéale de réussir, pour les exploitants de ferme.

Les producteurs agricoles qui doivent faire face à une foule de problèmes créés de toute pièce par l'Etat, que ce soit les contingentements, le contrôle des prix sans contrôle des coûts de production, la création de divers programmes d'aide qui ne répondent pas aux besoins agricoles, ou si peu, l'abandon de mesures qui, par contre, favoriseraient l'exploitation d'une terre, devront trouver solidairement les solutions qui s'imposent et, ce n'est pas individuellement que ces solutions viendront.

La présente année ne semble pas favorable pour les producteurs de porcs qui sont aux prises avec des prix de vente trop bas, un plan conjoint difficilement acceptable par les dissidents et

depuis quelques semaines, les fermetures d'abattoirs. Ce qui n'améliore pas la situation qui prévaut depuis les deux dernières années.

Toutefois, dans les autres secteurs de l'économie agricole, les choses s'améliorent et on peut dire que là au moins, l'agriculture progresse. Les producteurs sont aussi organisés et leur plan conjoint fonctionne.

L'année 1982

Le MAQ, bureau de la Mauricie et de Nicolet, a établi certaines priorités de fonctionnement pour l'année en cours. Alors qu'en Mauricie, on insistera sur l'information auprès des producteurs agricoles, dans Nicolet on mettra l'accent des activités sur deux documents dont l'un a été préparé par le MAQ, "Nourrir le Québec" et l'autre préparé par Agriculture Canada, "Le défi des années 80, une stratégie agro-alimentaire pour le Canada".

Les priorités graviteront autour de quatre thèmes qui reflètent l'ampleur de la problématique régionale: la préparation du sol, les fourrages de qualité, l'alimentation rationnelle des bovins de boucherie et des ovins, et la production laitière.

Selon le bureau du MAQ-Mauricie, l'élément qui caractérise le plus ces priorités est, avant tout, l'approche retenue pour en permettre la réalisation. Ainsi, les interventions viseront avant tout des petits groupes d'agriculteurs et s'attacheront à des problèmes bien identifiés.

Le développement horticole, la gestion, la vulgarisation, l'assainissement des sols demeurent aussi des dossiers vivants.

MAQ-Nicolet

Pour sa part, le bureau du MAQ de Nicolet, où le plan d'action pour 1982 s'appuie sur deux documents, soit "Nourrir le Québec" et "Le défi des années 80, une stratégie agro-alimentaire pour le Canada", pense que ces documents renferment de très beaux objectifs pour les années 80 dont la région de Nicolet ne sera sûrement pas écartée, bien au contraire, car la région possède un potentiel agricole encore insuffisamment exploité.

Tirant d'importantes leçons du début des années 80, on affirme dans le milieu, à cause des difficultés économiques et des coûts de l'énergie, que l'industrie agricole pourrait être vulnérable et que les subventions ne sont pas la solution magique aux problèmes de l'agriculture.

Expliquant le choix de son grand thème "Parlons gestion" des journées d'information du mois de février, le MAQ-Nicolet ajoute que le personnel professionnel et technique de cette région aura comme priorité de travail d'aider et d'encadrer techniquement les producteurs afin qu'ils exercent une meilleure gestion de leur entreprise agricole, pour réussir à traverser les années difficiles qui sont déjà commencées.

Dans Nicolet, une attention spéciale sera donnée au programme "Sol plus", surtout dans le domaine du creusage des cours d'eau et du drainage souterrain, secteurs très desservis par les ingénieurs et leurs équipes. Le domaine de l'assainissement des sols constitue une autre priorité, si l'on veut augmenter la productivité des champs.

Pour l'UPA de Nicolet, le domaine du crédit agricole représente la planche de salut des producteurs agricoles et en

1982, l'UPA mettra tout en oeuvre afin d'une part, de conserver les acquis, soit en étant très agressive vis-à-vis de toute augmentation des taux d'intérêt préférentiels consentis aux agriculteurs et d'autre part, en exigeant des mesures spéciales pour couvrir les emprunts, dans le cas des productions en difficulté. L'UPA sera, là aussi, très alerte afin que les producteurs qui ont souscrit à ce programme de développement ne soient pas carrément laissés pour compte.

UPA-Mauricie

Pour la Fédération de l'UPA de la Mauricie, parmi les préoccupations majeures, on retrouve en premier lieu les restrictions budgétaires du MAQ. Dans ce dossier, d'importantes modifications sont ou seront apportées au niveau de l'aide consentie aux agriculteurs.

Le financement des entreprises agricoles est une autre préoccupation pour l'agriculteur. Considérant le faible rendement sur le capital investi, les agriculteurs ne peuvent soutenir des taux d'intérêts aussi élevés que ceux que nous connaissons actuellement. En ce qui a trait aux productions spécialisées, 1982 sera une année fort mouvementée. Pensons seulement au vote du plan conjoint pour les producteurs de céréales, qui aura lieu du 29 mars au 3 mai; à l'organisation des producteurs de sirop d'érable dans le but de créer une meilleure mise en marché. De plus il faudra travailler à l'implantation d'un plan conjoint pour les producteurs de boeufs, cette action drainera beaucoup d'énergie car les producteurs laitiers sont aussi des producteurs de boeuf.

L'UPA de la Mauricie prévoit que la situation catastrophique dans la production porcine obligera à investir de l'énergie afin que la Fédération des producteurs de porcs puisse administrer par la perception des prélevés. Dans ce dossier, les producteurs ont décidé d'en faire une lutte à finir contre les partisans du marché libre.



Jean Drouin  
Directeur général

Jacques Gauthier  
Adjoint au directeur

Tél.: (819) 537-7249

SHAWINIGAN GRAND-MÈRE SHAWINIGAN-SUD

**CODICEM**

C'EST

- DE L'INFORMATION  
POUR L'EXPANSION OU L'IMPLANTATION D'UNE ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE
- DES SUBVENTIONS  
POUR L'EXPANSION OU L'IMPLANTATION D'UNE ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE
- DES CONSEILS  
POUR L'EXPANSION OU L'IMPLANTATION D'UNE ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE
- DE L'ACTION  
POUR DÉVELOPPER LE CENTRE DE LA MAURICIE.

**ON DÉBORDE  
D'ÉNERGIE**  
au centre-mauricie

**CONSTRUISEZ  
RÉNOVEZ**  
avec  
**Andersen**

Les fenêtres à guillotine

- 2 fois plus étanche que ne l'exigent les critères reconnus d'étanchéité, diminuant ainsi les coûts du chauffage.
- S'ouvrant et se fermant du bout du doigt.
- Choix d'agencements et de dimensions.
- Double vitre isolante en option.
- Maintenant disponible en vinyle brun moulé.

Épargne de l'énergie en beauté!

LES FENÊTRES  
**Andersen Windowalls**  
LE SOIR SUR RENDEZ-VOUS

**JEAN-MARC FERRON**  
1150 STE-ANNE  
YAMACHICHE

TÉL.: 296-2121

CARACTÉRISÉ PAR LE CHASSIS DE VINYLE RIGIDE  
Le chassis à guillotine à l'épreuve des intempéries comporte un fini au polyuréthane pour une longue durée

# La déconcentration: une priorité

par Louise PLANTE

**VICTORIAVILLE** — "Notre priorité dans les Bois-Francs doit être de diversifier nos secteurs. La main-d'œuvre est trop concentrée dans les domaines du textile et du meuble, ce qui la rend vulnérable à des situations économiques dans le genre de celle que nous traversons."

M. Claude Nadeau, directeur général de la Corporation de développement économique des Bois-Francs (C.D.E.B.F.), n'a pas "doré la pilule" aux nombreux industriels et commerçants qui ont participé au mois de janvier dernier au mini-sommet économique de Princeville.

Dans la pochette remise aux participants, se trouvait une analyse de la Commission de l'emploi du Canada (C.E.C.) sur la répartition de la main-d'œuvre dans les Bois-Francs. Il fallait l'admettre, le taux de chômage désaisonnalisé était très élevé: 14,3%, soit le plus haut taux que la région ait connu depuis les 20 dernières années.

Et pour cause, dans le secteur du meuble et du bois-ouvré, la région connaît un ralentissement marqué et plusieurs investissements ont été remis en question chez les Industries Victoriaville, Astell Wood Work et Sani-Marc Inc. De plus, le peu de commandes enregistrées lors du Salon du meuble à Toronto, en janvier dernier, ne permet pas l'espoir d'une relance à court terme dans ce secteur.

Du côté du vêtement et du textile, la situation n'est guère plus rose. Là aussi on ne peut que constater un ralentissement. Les deux entreprises les plus importantes, Vêtement Rubin Bros Ltée et Utex Corporation éprouvent de sérieuses difficultés à écouler leurs produits. On s'attend à quelques fermetures d'usines parmi les plus petites entreprises de ce secteur.

Les commerces quant à eux, accusent des baisses importantes de leurs ventes, de l'ordre de 35% dans certains cas. La C.E.C. prévoit plusieurs faillites en 82. Dans le secteur services, comme partout ailleurs au Québec, on assiste à des baisses dues aux coupures budgétaires du gouvernement. Pour sa part, le secteur de la construction est presque au point mort, ce qui contribue à maintenir un taux de chômage élevé.

La C.E.C. de Victoriaville conclut que les organismes sociaux sont débordés de demandes d'aide et que le moral des travailleurs a atteint son plus bas niveau. Elle ajoute que les contacts faits auprès des employeurs en décembre 81, laissent croire que la région n'a pas atteint le creux de la vague, à cause des fortes baisses de commandes pour les 6 prochains mois.

M. Claude Nadeau a toutefois déclaré que ce rapport, présenté lors du sommet économique, était volontairement pessimiste et visait à fouetter les hommes d'affaires. A la Corporation économique des Bois-Francs, on s'attend malgré tout à des investissements de \$15 à \$20 millions d'ici 1984 ce qui entraînerait la création de 150 à 200 emplois manufacturiers.

Parmi ces investissements, M. Nadeau a parlé des Industries Niagara Lockport Inc de Warwick, qui fabriquent des feutres pour les industries des pâtes et papiers. Cette firme, qui a entrepris de se moderniser, a annoncé un projet de \$2,858,000 et négocie présentement avec le MEER pour la phase II de ses travaux, ce qui devrait entraîner un investissement supplémentaire de \$7 millions.

La fonderie Forano, de Plessisville a elle aussi, débuté tout un programme de revitalisation et de modernisation pour un total de \$2,25 millions. Ces investissements doivent arriver pour le début de 82.

La C.D.E.B.F. s'attend également à des développements du côté de l'agro-alimentaire. Une dizaine d'industries ont annoncé des projets d'investissements totalisant environ \$2 millions et qui concernent de nouveaux produits et des mises en marché originales. Selon M. Nadeau, ce secteur est l'exemple par excellence du désir de diversification de l'industrie dans les Bois-Francs. La C.D.E.B.F. prévoit faire de la promotion auprès de diverses associations de manufacturiers dans le domaine agro-alimentaire, en participant entre autres, au Congrès de l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec. La corporation espère bien convaincre ces gens de venir s'installer dans la région des Bois-Francs.

Toujours dans le même secteur, la C.D.E.B.F. rencontrera les producteurs de l'éclaircie dans le but d'étudier une meilleure exportation de leurs produits.

Dans un tout autre domaine, la Firme P.V.U., qui fabrique des produits vétérinaires, a annoncé elle aussi un projet d'investissement de l'ordre de \$2 millions.

Le directeur de la Corporation économique estime qu'il existe également pour au moins \$6 millions de projets divers dans la PME, et dont certains ont été confirmés par le MEER dans le domaine de la transformation métallique et du bois.

En ce qui concerne le meuble, une des principales industries des Bois-Francs, on sait que certaines industries feront des immobilisations, puisque certains projets ont déjà été acceptés par le

MEER, mais on ne s'attend pas à des développements majeurs dans ce secteur.

A la Corporation économique des Bois-Francs, on estime atteindre le creux de la vague au printemps. "Bien sûr, a fait savoir M. Nadeau, les taux d'intérêts seront déterminants. S'il y a une reprise elle se fera sentir en octobre, du moins dans le domaine du meuble."

La C.E.B.F. espère bien que l'Office canadien de renouveau industriel,

(O.C.R.I.), qui est un organisme fédéral destiné à favoriser le regroupement et la modernisation des secteurs du textile et du vêtement, nommera les Bois-Francs comme "zone désignée", ce qui permettra de renouveler les assises économiques la région.

M. Nadeau a bon espoir de recevoir une réponse positive au printemps. "Cela nous permettrait d'accélérer ou de faire démarrer des projets actuellement considérés comme

risqués mais dont les risques seraient diminués par la collaboration de l'O.C.R.I." a-t-il expliqué.

Enfin, il y a également un secteur tout nouveau, mais non moins important qui pourrait connaître d'importants développements en 82. Il s'agit de la récupération. Bien qu'on se refuse encore à donner des détails, il pourrait s'agir d'un projet de 20 millions.

"Mais, plus que tous ces investissements, c'est l'esprit d'entrepreneurs-

hip des gens des Bois-Francs qui relancera notre économie, affirme M. Nadeau. Notre région, surnommée le "royaume de la P.M.E.", s'en tire malgré tout assez bien, car la structure même d'une petite entreprise permet à celle-ci de s'adapter à des situations nouvelles. Je suis prêt à mettre ma main au feu, que d'ici la fin de 82, des gens vont venir nous voir pour ouvrir de nouvelles entreprises" de conclure le président de la CDEBF.

## ON PEUT S'APPUYER SUR NOUS!

### LESSARD

ça c'est fort !




DISTRIBUTEUR DES PRODUITS SUIVANTS







CONDUITS HYDRAULIQUES  
GATERPILLAR

MANUFACTURIER DE  
CYLINDRES DE TOUT GENRE

- Télescopiques
- Industriels
- Agricoles



## LESSARD MACHINERIES INC.

1025, Route 161, St-Wenceslas, G0Z 1J0  
(819) 225-4611, Téléx: 051-2255

LE NOUVEAU, vendredi le 12 février 1982

# Les pâtes et papiers demeurent la pierre angulaire de toute l'économie régionale

par Roger NOREAU

**CAP-DE-LA-MADELEINE** — Incontestablement, l'industrie des pâtes et papiers demeure le secteur économique le plus important dans l'économie régionale et dans son développement futur. Des investissements de l'ordre de \$822 millions sont annoncés depuis 1979 pour la relance, la modernisation et la rentabilité des usines en Mauricie. De ce montant prévu, une somme de \$316 millions a déjà été investie, ce qui a drainé des subventions de l'ordre de \$63,700 provenant des deux paliers de gouvernement, dans le cadre de l'entente Québec-Ottawa de 1977.

Ces investissements réalisés au cours des années 1979, 1980 et 1981 sur l'ensemble des investissements prévus, représentent 38,4% de réalisation. On constate, d'ailleurs, que les usines ont réalisé jusqu'à maintenant, leurs calendriers d'investissements dans la région.

## Les usines

Les usines qui ont investi jusqu'à maintenant sont les suivantes:

- La Compagnie internationale de papier, usine de Trois-Rivières, investissements prévus: \$60 millions, investissements admissibles: \$39,1 millions, subventions: \$7,8 millions, investissements réalisés: \$11,4 millions.
- L'usine CIP de La Tuque, investissements prévus: \$75,7 millions, admissibles: \$34,3 millions, subventions: \$6,9 millions et investissements réalisés: \$31,4 millions.
- La Consolidated Bathurst, Grand-Mère, investissements prévus: \$77,9 millions, admissibles: \$32,6 millions, subventions: \$7,8 millions, réalisés: \$50,2 millions; Trois-Rivières, investissements prévus: \$109,6 millions, admissibles: \$62 millions, subvention: \$15,4 millions, réalisés: \$64,1 millions. Shawinigan (Belgo) prévus: \$159,1 millions, admissibles: \$45,8 millions, subventions: \$9,2 millions, réalisés: \$49,2 millions.

Quant à la Société Kruger de Trois-Rivières, un investissement total de \$339,7 millions devrait être incessamment annoncé. Une partie de ce montant est admissible aux subventions, soit \$84,1 millions pour des subventions de l'ordre de \$16,8 millions. Une partie de ce projet est cependant déjà réalisée pour une somme de \$109,7 millions.

Ces statistiques ne comprennent cependant pas les projets des usines de la compagnie Gypse du Canada à Louiseville, de Malboro Manufacturing à Drummondville et de Papiers Cascade à Kingsley Falls.

Les subventions sont accordées aux entreprises, selon un programme de relance bien établi et relatif d'abord à la modernisation des équipements, à la lutte anti-pollution. Il est prévu que l'ensemble de ces nouveaux investissements ne créera pas de nouveaux emplois mais servira à consolider les emplois existants et aussi à assurer la rentabilité des usines en les rendant plus concurrentielles.

Il faut dire, cependant, que l'usine de la Wayagamack de Trois-Rivières qui mettra une nouvelle machine en fonctionnement vers la fin du mois d'avril 1982, créera une vingtaine d'emplois.

## D'autres projets

Ces projets en voie de réalisation ou à venir ne comprennent, cependant pas, les investissements réguliers et annuels dans chaque entreprise pour répondre aux besoins ordinaires, au remplacement des pièces d'équipement, aux réparations ou autres besoins qui assurent le bon rendement de l'usine.

Ainsi, à l'usine de la CIP de Trois-Rivières, un projet de \$36 millions est actuellement à l'étude, pour la fabrication d'une pâte à haut rendement, procédé employé actuellement à Gatineau par cette compagnie. C'est un projet à long terme.

## Problèmes énergétiques

La hausse de 20% sur l'électricité apporte une nouvelle source de problèmes aux entreprises qui connaissent déjà, depuis plusieurs années, une hausse constante des coûts énergétiques. Les approvisionnements en huile lourde sont aussi de plus en plus chers.

Les entreprises envisagent donc des investissements majeurs, d'abord dans des études vers de nouvelles solutions par l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, par exemple les combustibles solides dont les résidus du bois.

Ces hausses constantes de l'énergie se reflètent aussi dans le transport de la matière première et du

produit fini. Le flottage du bois demeure donc le moyen de transport le plus économique employé jusqu'à maintenant.

Les coûts énergétiques sont très élevés dans chaque usine et se situent dans les \$500,000 mensuellement, dans chacune d'elle. Toutefois, certaines commenceront au printemps 1982 à brûler les résidus du bois. La Wayagamack de Trois-Rivières a investi plus de \$5 millions en ce sens et elle devrait utiliser ce procédé pour la fabrication de la vapeur avec la mise en fonctionnement de sa nouvelle machine à papier.

## La matière première

Les approvisionnements en matière première, la "pitoune" est aussi l'une des principales préoccupations des entreprises, à cause de la hausse constante de cette matière première, de l'éloignement de la forêt, des coûts de transport et des investissements à faire pour l'utilisation des copeaux de bois.

La matière première provenant des moulins à scie devient de plus en plus rare à cause du ralentissement dans le sciage provoqué par la baisse dans la construction. Les copeaux doivent donc provenir de moulins de plus en plus éloignés des usines à papier.



*LA SOCIÉTÉ MUTUELLE d'assurance contre l'incendie des comtés de Champlain-Lavolette participe à l'essor économique de la région et de plus est dotée de structures professionnelles lui permettant de mieux servir ses membres propriétaires.*

## En plus:

*Votre Mutuelle est créatrice d'emplois par ses placements dans la région*

## Nos spécialités:

*Assurance résidentielle, agricole, responsabilité commerciale et automobiles.*

Consultez toujours votre mutuelle et ses représentants

<p><b>LIONIL VEILLETTE</b> St-Narcisse 328-3230 Territoire: St-Narcisse, St-Stanislas, St-Prosper</p>	<p><b>JEAN-GRÉGOIRE</b> ST-AMANT Ste--Thècle 289-2542 Territoire: St-Tite, St-Adelphe, Ste-Thècle</p>	<p><b>RÉGINALD DUBOIS</b> Cap-de-la-Madeleine 375-9184 Territoire: St-Luc, Champlain, Ste-Marthe, Cap-de-la-Madeleine</p>
<p><b>ANDRÉ DUROCHER</b> St-Séverin 365-7692 Territoire: St-Thimothée, Lac-à-la-Tortue, St-Georges-de-Champlain, St-Jean-des-Piles, St-Séverin</p>	<p><b>ROBERT LEBOEUF</b> Ste-Anne-de-la-Pérade 325-2028 Territoire: Ste-Anne-de-la-Pérade, Ste-Geneviève-de-Batiscan, Batiscan</p>	<p><b>JACQUES ST-AMAND</b> Cap-de-la-Madeleine 374-4117 ou 375-1703 Territoire: St-Maurice, St-Louis-de-France, Mont-Carmel.</p>
<b>REPRÉSENTANTS AVEC TERRITOIRE ILLIMITÉ</b>		
<p>MICHELINE DUMAS, Mont-Carmel 376-3847 BENOIT TOUSSAINT, Trois-Rivières 375-9158 JEAN-GUY CRETE, Trois-Rivières 379-8936 JEAN-CLAUDE GRENIER, Trois-Rivières 375-6995 GERRY PEARSON, Cap-de-la-Madeleine 373-1402 DENIS BOUCHARD, Trois-Rivières 375-1806 GERARD MAYER, Shawinigan-Sud 536-3722</p>	<p>MARIELLE DROLET, St-Narcisse 328-3646 PIERRE GAGNON, Pointe-du-Lac 377-1201 ARMAND DESHARNAIS, Trois-Rivières 379-3959 RAYMOND LACERTE, Trois-Rivières 375-2917 GUY CHARLAND, Trois-Rivières 374-4864 MARCEL MARENGER, Cap-de-la-Madeleine 376-1426 JACQUES LEVASSEUR, T.-R.-O. 375-2104</p>	



Société Mutuelle  
d'Assurance Contre l'Incendie  
des Comtés  
de Champlain-Lavolette

Siège social

401 rue Principale, St-Narcisse (Champlain) Québec G0X 2Y0  
Tél.: 328-8270 1-800-463-3821

# Trois-Rivières va de l'avant!

## PROJETS INDUSTRIELS RÉALISÉS OU AMORCÉS EN 1981

Noms	Emplois	Investissements	I/E*
C.I.P.	—	\$ 62,000,000	E
Cominco - Polaris	417	\$ 45,000,000	—
Confection Courcel	130	\$ 800,000	E
Consolidated-Bathurst	—	\$102,000,000	E
Crain, R.L.	—	\$ 15,000	I
Fergusson Atlantic	15	\$ 2,900,000	E
Le Nouvelliste	—	\$ 2,172,000	E
Le Poussinet	70	\$ 500,000	I
Pantalux Inc.	25	\$ 150,000	I
Pro-Optic	25	\$ 350,000	I
R.N.F.	3	\$ 60,000	I
S.F.V.F.	—	\$ 50,000	E
Wabasso	82	\$ 1,700,000	E
Westinghouse	30	\$ 5,000,000	E
<b>*I: Implantation</b>	<b>797</b>	<b>\$222,697,000</b>	<b>5I/8E</b>
<b>E: Expansion</b>			

**TROIS-RIVIERES**, endroit par excellence où il fait bon vivre et travailler, vous offre son Parc industriel No 2, **totalemment desservi**.

Tous les services y sont déjà: eau, égouts, aqueduc, énergie, téléphone, rues et boulevards pavés, voie ferroviaire, etc.

**IL N'Y A PAS DE TAXE D'AMÉLIORATION LOCALE DANS LE PARC INDUSTRIEL No 2**



### Parc industriel No 2

630 acres desservis, offerts aux prix de .04 à .08 le pied carré

### Main-d'œuvre

106,900 ouvriers

### Population

Région 04: 422,700.  
Rayon de 10 milles: 121,500

### Transport

C.P. Rail, Via Rail, C.N. (rive sud) Autoroutes 20, 40, 55, 755. Aéroport avec piste de 6,000 pieds. Port ouvert à l'année longue.

### Education

De la maternelle à l'université, incluant Cégep et l'Éducation des Adultes

### Subventions du MEER

**Implantation: Jusqu'à 25%** du coût d'immobilisation approuvé, plus 15% de la masse salariale prévue, moyenne entre la deuxième et troisième année.  
**Expansion: Jusqu'à 20%** du coût d'immobilisation approuvé

**Aide de la SDI pour projets admissibles.**



Pour de plus amples renseignements, communiquez avec  
M. JEAN-PAUL PEPIN, commissaire industriel

**LE SERVICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE  
TROIS-RIVIERES MÉTROPOLITAIN INC.**

1401, rue Royale, 2e étage, Trois-Rivières, P.Q. G9A 5M4 (819) 374-4061

Priorité au parc Industriel de Bécancour

## Une mise à jour des dossiers des investisseurs éventuels

par Roger LEVASSEUR

BÉCANCOUR — Pour le commun des mortels, le fonctionnement du parc Industriel du centre du Québec apparaît comme quelque chose d'assez mystérieux. De fait, le nouveau gérant de commercialisation de la Société du parc Industriel de Bécancour, M. Jean Lafrenière, comprend bien cette attitude du milieu. Ayant oeuvré comme commissaire industriel au niveau des municipalités ou des régions, M. Lafrenière est lui-même étonné d'une part par ce qui se trouve actuellement dans le parc de Bécancour, par ses infrastructures et aussi par ses possibilités à venir qui sont étonnantes.

### 46 dossiers

Une des tâches premières à laquelle s'attaque le nouvel agent de commercialisation est la mise à jour des dossiers des investisseurs éventuels dans le parc: "Un premier relevé démontre qu'il y a présentement 46 dossiers ouverts. Ces dossiers sont pour des investisseurs potentiels de l'importance de Picheney (investissement de \$1 milliard pour 1,000 emplois créés) ou pour un autre d'un investissement modeste de \$500,000 pour la création d'une vingtaine d'emplois. Ce serait rêver en couleur que de prétendre que ces 46 dossiers sont encore tous sérieux. Il y en a certes qui remontent à plusieurs années et qu'il faudrait tout simplement fermer. Il y en a d'autres qui devraient demeurer ouverts mais dont

la réalisation ne peut être espérée que dans quelques années. Mon travail sera donc d'effectuer le classement de ces dossiers en voyant le groupe d'à court et moyen termes et celui du long terme. Selon mon opinion, il y a présentement une quinzaine de dossiers qu'on pourrait qualifier de "chauds" et c'est naturellement sur ceux-là que seront concentrées mes énergies", de souligner M. Lafrenière.

Dans le programme qu'il a élaboré et présenté au conseil d'administration de la Société du parc Industriel du centre du Québec, Jean Lafrenière parle d'abord de rentabiliser les infrastructures actuelles. Il y a deux bâtisses complètement neuves qui n'ont jamais été occupées. Un des objectifs de M. Lafrenière est de trouver des occupants dont la production manufacturière ou autre sera compatible avec la nature même du parc ou encore avec les industries en place.

Une des démarches prochaines du nouvel agent de commercialisation sera d'avoir une rencontre avec les dirigeants des huit industries du parc. Il s'agira de connaître leurs besoins en sous-traitance, le volume qu'ils peuvent commander, autrement dit de définir une clientèle-cible.

Selon M. Lafrenière, le parc Industriel de Bécancour n'est pas un rideau de fer. Il entend conséquemment travailler en collaboration avec les différents organismes de pro-

motion économique de la région, comme COPERS ou les Chambres de commerce.

### Attitude agressive

Dans sa stratégie de développement du parc de Bécancour, le gérant de commercialisation veut vérifier quelles sont les industries de pointe à haute technologie qui auraient avantage à s'établir dans le parc de Bécancour. Une entreprise ayant besoin

d'installations portuaires ou employant de l'énergie en grande quantité, de l'eau industrielle, etc., cadrerait très bien dans ce parc du centre du Québec.

M. Lafrenière entend également développer une attitude très agressive avec les groupes-cibles potentiels. Il entend rencontrer les personnes qui sont au niveau des décisions.

Plus concrètement, dans cette même optique, M.

Lafrenière veut organiser dès cet été des visites dans le parc de Bécancour. Ces visites s'adresseront à ceux qu'ils qualifient de pourvoyeurs d'informations, qu'il s'agisse de fonctionnaires provinciaux, fédéraux, municipaux, délégués commerciaux à l'étranger, employés d'institutions préteuses, etc.

Dans quelque temps, M. Lafrenière a aussi l'intention de lancer l'idée de la création de services tertiaires dans le parc de Bécancour. Des services bancaires, de professionnels (comptables, architectes, notaires, ingénieurs, dessinateurs industriels, etc.) pourraient se retrouver à l'intérieur même du parc.

On pourrait aussi y retrouver un dépanneur, un service de blanchisseur et pourquoi pas des équipements sportifs ou de conditionnement physique?

Dans un premier temps, ces services tertiaires pourront aider les 1,150 travailleurs des huit industries en place et pourront aussi constituer un attrait pour les investisseurs potentiels.

Une des priorités de M. Jean Lafrenière est également la mise à jour du matériel promotionnel du parc. Que ce soit des brochures publicitaires, un diaporama, montage vidéo, il faut que l'on démontre bien la multitude des avantages de ce parc Industriel.

## SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC

Motivé par la qualité, la fiabilité de ses infrastructures et la présence d'industries lourdes dans ses limites de 7,650 acres, le personnel du parc industriel portuaire de Bécancour travaille aussi à sensibiliser les propriétaires de PME à s'établir dans le parc industriel.

Les entreprises intéressées à répondre aux besoins de sous-traitance des entreprises BIRAGHI ENTREPOSE, CIL, POLYKER, SKW, DIDIER, UNIRACOR... ont leur place à Bécancour. Il en va de même pour les entreprises ayant un besoin de nos installations portuaires pour la réception de leurs matières premières et l'expédition de leurs produits.

Le parc industriel portuaire de Bécancour contribue grandement au développement économique du centre du Québec.



## BÉCANCOUR... EN TOUTE LOGIQUE...

JACQUES CARON

président du conseil d'administration

Capt. JEAN-GUY  
CHOUINARD  
gérant du port

ROLAND LECLERC  
directeur général

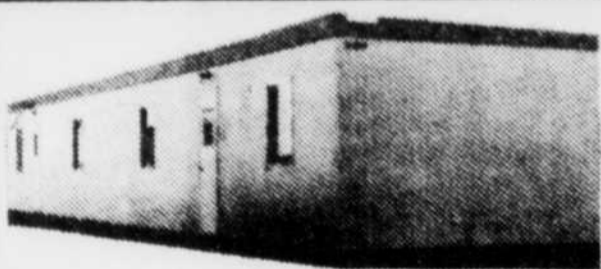
JEAN LAFRENIÈRE  
directeur de la  
commercialisation

## SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC

1000, 7<sup>e</sup> RUE, PARC INDUSTRIEL PORTUAIRE  
BÉCANCOUR (QUÉBEC) G0X 1B0

(819) 294-6656

### VENTE ET LOCATION DE ROULOTTES INDUSTRIELLES



Si vous avez besoin d'espace de bureau sur les chantiers ou pour votre usine



VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC



CLÉMENT ET FRÈRE Ltée

700, boul. Saint-Laurent Ouest, Louiseville.  
Tél.: (819) 228-2701

LIGNE DIRECTE, T.-R. 296-3931

CONTACTEZ JEAN LAURENDEAU  
GÉRANT DE CRÉDIT

# La sous-traitance: une idée à exploiter

par ROGER LEVASSEUR  
**BÉCANCOUR** — "La grande priorité de COPERS pour 1982 est de faire en sorte que l'idée de la sous-traitance soit constamment dans la tête de nos hommes d'affaires et industriels. Si la région que nous desservons est fertile en PME, il est de plus en plus évident que la vocation première de cette PME doit s'accroître vers la sous-traitance" déclarait au Nouvelliste M. Jules Pinard, président du Conseil de promotion économique de la rive sud.

Allant plus à fond dans l'explication de sa pensée,

le président de COPERS a signifié que très peu de PME peuvent se glorifier d'évoluer dans une région possédant un parc industriel, de l'importance de celui de Bécancour. "Qu'on ne songe qu'aux huit industries en place dans le Parc industriel, je suis convaincu que la majorité de ces entreprises apprécieraient faire des affaires avec des sous-traitants locaux. Lors d'une visite industrielle chez CIL organisée par COPERS, il y a quelques semaines, le directeur d'usine a été catégorique à ce sujet. Il a répété qu'à

qualité égale et à prix compétitif, CIL avantagerait toujours les fournisseurs et sous-traitants de la région immédiate. Si cela est vrai pour CIL, je suis convaincu que ça l'est également pour d'autres entreprises," de dire Jules Pinard.

Le président de COPERS est d'opinion que le dirigeant de la PME qui veut évoluer en 1982, ne doit plus penser qu'aux secteurs traditionnels qui étaient son lot par le passé. Il doit avoir de l'entrepreneuriat, il doit évoluer et avoir la clairvoyance de découvrir dans son entourage la ligne qui sera la plus prospère.

Si la direction de COPERS veut faire avancer l'idée de la sous-traitance en fonction première des industries en place dans le Parc de Bécancour, elle fonde par ailleurs des espoirs bien légitimes dans la concrétisation de la promesse Pêchiney. "Un investissement de \$1 milliard dans le Parc de Bécancour aura, pour la population en général et pour nos PME en particulier, des retombées économiques inestimables. Il faut donc se préparer à la venue de l'aluminerie Pêchiney. Il faudra fournir l'occasion, à nos dirigeants de PME, de se sensibiliser à la nature de Pêchiney. Il faudra qu'ils connaissent quels seront les besoins de Pêchiney en sous-traitance, de façon à ce qu'ils se préparent autant pour la technique que pour la formation de la main-d'oeuvre," d'expliquer le porte-parole de COPERS qui ajoute que conséquemment, COPERS doit entretenir des liens très étroits, autant avec la direction de la Société du Parc industriel de Bécancour, que les industriels en place.

Profil communautaire

Dans un autre ordre d'idée, M. Jules Pinard est d'avis qu'un organisme

comme COPERS a un rôle de profil communautaire très important à développer: "Il ne faut pas se le cacher, bien des industries sont impopulaires dans la population. Un abattoir, ça pue et une industrie lourde déverse souvent de la fumée qui ennuie les gens. C'est notre rôle, chez COPERS, de bien faire comprendre à nos populations qu'au-dessus de ces inconvé-

nients mineurs, il reste que la présence d'industries florissantes, génère une économie florissante. Si les gens ont du travail et gagnent de bons salaires, ils vivront mieux, pourront se payer de meilleurs loisirs, ainsi de suite. Notre rôle est donc de présenter un profil communautaire positif."

Comité de gestion

Un autre objectif que

début COPERS en 1982 et qui pourra éventuellement se poursuivre pour les années à venir est la mise sur pied d'un comité de gestion pour relancer ou sauver de la fermeture, des PME en difficulté.

Un troisième point qui tient à coeur de COPERS, en 1982, et par la suite, c'est de susciter un plus grand dialogue entre les travailleurs et les dirigeants des entreprises.



(Photo J. Côte)

Comme le démontre ici son président Jules Pinard, le Conseil de promotion économique de la rive sud couvre un vaste territoire de 55 milles de longueur par 25 de largeur.

## LA CONTRE-FENÊTRE MAGNÉTIQUE D'INTÉRIEUR NOUVELLE ET EFFICACE commerciale et résidentielle

**MAGNETITE**

Première fenêtre de sa classe  
 Obtient les meilleures notes

- Élimine le givre, la formation de glace et les pertes de chaleur jusqu'à 90%.
- S'enlève facilement. Aucun outil nécessaire.
- Réduit les coûts de chauffage.
- Diminue considérablement les bruits extérieurs.

Voici comment elle fonctionne la fenêtre MAGNETITE s'installe facilement sur toute fenêtre en bois, en acier ou en aluminium.

Les doubles-fenêtres magnétiques aident à économiser l'énergie.

MAGNETITE est deux fois plus efficace que la contre-fenêtre traditionnelle.



MAGNETITE s'adapte aussi parfaitement au triple vitrage et aux portes-peños.

**TÉLÉPHONEZ-NOUS**

**BILODEAU & FILS inc.**

156 Brunelle, Cap-de-la-madeleine — 374-6642

## PAYS de la P.M.E.

Nous sommes heureux de vous accueillir

# PROMOTION PROGRÈS PROSPÉRITÉ

L'AVENIR EST DANS LE SUD



LE CONSEIL DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DE LA RIVE-SUD INC.

René Bérubé, commissaire industriel  
 ville de Bécancour

**Tél.: (819) 298-3155**

## - RÉCEPTIONS -

PEU IMPORTE L'OCCASION  
 réservations:

### NOUS AVONS

- Le choix de salles appropriées.
- La variété des mets: chauds et froids.
- Le service impeccable adapté à toute circonstance.
- Le site et le stationnement.

*Le Sapin Bleu*

217, THIBEAU  
 Cap-de-la-Madeleine

TÉL.:

**375-6482**

# SODEQ: un levier tout à fait exceptionnel pour le développement des entreprises

par Jean-Marc BEAU-DOIN

Dans une région qui compte autour de 1.200 petites et moyennes entreprises, la mise sur pied d'une SODEQ devrait sans contredit se révéler un levier exceptionnel pour assurer le développement, la croissance et l'expansion de plusieurs d'entre elles.

Pour une majorité de

PME, l'accès au capital est difficile, mais surtout dispendieux. Pour assurer leur financement, ces entreprises doivent se diriger essentiellement vers les sociétés prêteuses. Le capital requis coûte cher en intérêts. D'où la tentation de repousser, très souvent, des projets d'expansion ou de rationalisation des opérations pourtant justifiés et justifiables.

Autrement, il faut par-

tir à la recherche de partenaires qui apporteront l'argent frais requis. Mais cela implique un partage de la propriété de l'entreprise, ce qui rebute plusieurs. On a plutôt tendance à retarder les projets que de s'adjoindre des associés.

## Une solution

Dans cet esprit, la SODEQ du Centre du Québec peut se révéler la solu-

tion. En moins de deux ans d'existence, mais après deux émissions d'actions, la SODEQ dispose maintenant d'un capital souscrit d'environ \$5 millions qu'il est impérieux d'investir, au cours des prochaines années, afin de rendre ces sommes productives et de retourner à ses actionnaires les dividendes espérés.

En vertu de la loi, la valeur totale des placements d'une SODEQ dans une seule et même PME, ne peut excéder 25 p.c. de son actif net ou \$250.000, selon le moindre des deux montants. D'autre part, une SODEQ ne peut, seule ou avec d'autres, détenir plus de 40 p.c. des actions d'une même PME.

## Actionnaire minoritaire

Ainsi donc, une SODEQ ne peut prendre le contrôle d'une entreprise. Et elle offre cette différence d'avec tout autre actionnaire, que ses actions peuvent être rachetées en tout temps par le ou les propriétaires de la PME concernée. La SODEQ ne

risque donc pas de devenir un partenaire embarrassant qui refuserait obstinément de céder ses parts.

Ce qui ne l'empêchera pas, le temps où elle est actionnaire de l'entreprise, d'avoir le même accès que tout autre actionnaire aux opérations et aux livres de l'entreprise. Elle se réserve aussi le droit de pouvoir influencer très directement sur certaines décisions administratives.

Le gouvernement a créé la Loi sur les SODEQ, mais les fonds de celles-ci proviennent exclusivement des régions.

La SODEQ est une institution financière privée qui doit rendre compte à ses propres actionnaires de ses placements et qui doit chercher à leur retourner des dividendes.

## Les capitaux sont là

On comprendra la SODEQ du Centre du Québec d'être très circonspecte dans ses placements, en ne cherchant à investir

que dans des entreprises qui présentent une bonne rentabilité, une capacité de remboursement et qui reposent sur une saine gestion.

"Nous ne sommes pas là pour acheter des faillites ou pour sauver des emplois. On existe pour faire de l'argent," a déjà expliqué, crûment, le président de la SODEQ, M. Réal Fortin.

En 1981, la SODEQ du Centre du Québec a reçu 45 demandes représentant \$2.666.000.

Vingt-trois de ces demandes ont été refusées, pour un montant de \$1.087.000.

Sept demandes ont été approuvées qui ont justifié des investissements de \$519.500.

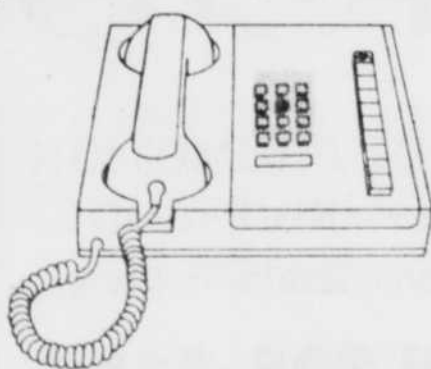
Une quinzaine de demandes sont à l'étude qui représentent un peu plus de \$1 million.

La SODEQ du Centre du Québec dispose donc d'importants capitaux. Aux entreprises qui se sentent solides et qui ont des projets, d'en profiter.



Le président du comité d'investissement de la SODEQ, M. Réal Fortin, le directeur général, M. Claude Lampron et le président de la SODEQ du Centre du Québec, M. Réal Fortin.

## UN NOUVEAU MONDE EN TÉLÉ COMMUNICATION



Devenez propriétaire de votre propre système téléphonique grâce à

### L'INTERCONNECTION

LA LIGNE DIRECTE VERS L'ÉCONOMIE



télé-communication

985 ROYALE, TROIS-RIVIÈRES

379-3211



AGENT DE  
ATLAS TELECOM LTEE  
DÉPOSITAIRE

ITT MITEL nt northern telecom

25 ANS DE PARTICIPATION  
À L'ÉCONOMIE LOCALE ET PROVINCIALE  
AVEC PRODUITS DE QUALITÉ - SERVICE IMPECCABLE

## BOIS ET MATÉRIEAUX DE CONSTRUCTION



### ATTENTION

SI VOUS RÉNOVEZ VOTRE INTÉRIEUR, NE DÉBUTEZ PAS SANS AVOIR RENCONTRÉ LES CONSEILLERS EN RÉNOVATION DE ST-CYR & FRÈRES. PROFITEZ-EN PENDANT QUE LES MATÉRIEAUX ET LA MAIN-D'OEUVRE SONT DISPONIBLES.

### N'OUBLIEZ PAS...

que nos entrepôts nous permettent maintenant d'offrir à la population de la Mauricie, du bois à l'abri des intempéries, exempt de neige et de verglas, et ce, à des prix compétitifs. Donc, fini les dégâts lors de la réception de votre bois et de vos matériaux.

SIGO AGENT DES PEINTURES GIL

Monsieur dismat

bois, matériaux... TOUT pour la construction!

OUVERT du Lundi au Mercredi de 8:00 à 17:30 h  
jeudi et vendredi de 8:00 à 21:00 h  
Samedi de 8:00 à 15:00 h

St-Cyr & Frères Ltée  
Mont-Carmel  
379-1416  
537-6161  
3340 Route 157

# Le port devrait connaître une meilleure saison

par Claude Héroux

**TROIS-RIVIÈRES** — Même si l'économie semble à la baisse dans tout le pays et que plusieurs industries de la région du Coeur du Québec annoncent des mises à pied, il est un secteur où l'activité sera grande en 1982 puisque le Conseil des ports nationaux, division de Trois-Rivières, prévoit que la saison de navigation sera supérieure à celle qui vient de prendre fin avec un volume assez satisfaisant.

Deux facteurs pourraient énormément influencer le développement du commerce portuaire, au cours de 1982. L'amélioration du hangar numéro 11 de même que l'élargissement du quai, portent les autorités du port de Trois-Rivières à la confiance.

Le hangar numéro 11 considéré comme un terminal forestier et les marchandises diverses aura bientôt son utilisateur, à savoir une compagnie d'arrimage qui s'engagera à assurer un volume déterminé de marchandises et le Conseil des ports nationaux pourrait exiger un volume minimum de marchandises. Des soumissions seront bientôt demandées afin d'obtenir cet utilisateur du hangar numéro 11.

Un autre espoir porte les autorités du Conseil des ports nationaux à espérer un plus fort volume de marchandises en 1982 au port trifluvien. Il s'agit de l'amélioration des installations de chargement de céréales à la compagnie des Élévateurs à grain. Plusieurs millions de dollars ont été investis à cette fin et ont porté fruits au cours des deux derniers mois de 1981 alors que le négoce des céréales dans les deux sens a été très fort. L'an dernier, de nouveaux produits ont fait leur apparition au port local, comme le zinc, le soufre, le calcium liquide et l'on a assisté à un léger retour de l'amiante.

La rampe Ro-Ro a régulièrement accueilli des navires de cette catégorie, au cours de 1981, et les compagnies maritimes ont de plus en plus tendance à se lancer dans ce genre de construction. On croit que ces navires se feront encore plus nombreux, au cours des prochains mois, et leur capacité d'entreposage est supérieure aux bâtiments conventionnels.

Deux nouvelles compagnies se sont implantées à Trois-Rivières, en 1981, et on prévoit qu'elles seront plus actives en 1982. Il s'agit des firmes Ceres et la compagnie d'arrimage de Trois-Rivières qui sont grandement intéressées à faire des affaires au havre trifluvien. La compagnie d'arrimage de Trois-Rivières est une division de Empire Stevedoring, une compagnie qui fait affaire dans tous les grands ports cana-

diens.

Pour 1982, les autorités portuaires comptent beaucoup sur le terminal de réception et d'expédition pour les produits caustiques dont les opérations sont assurées par la compagnie Dow Chemicals à l'ouest des Élévateurs à grain, sur la rue Notre-Dame. Le point d'interrogation se situe dans les produits énergétiques. La demande est à la baisse à cause du gaz naturel dont plusieurs compagnies comme la CIP et la Kruger s'approvisionneront au cours de 1982. Finalement, on prévoit une légère hausse dans les expéditions de papier journal.

# Une année comme 1981

par Rita DOLAN-CARON

**NICOLET** — L'inspecteur en bâtiment de la ville de Nicolet, M. André Aubin, croit que la tendance pour 1982 semble s'annoncer comme similaire à 1981 sur plusieurs points de vue. Le climat économique actuel ne dit guère rien de bon et semble vouloir s'accroître au cours de l'année.

Le domaine de la construction, étant lié de près au climat économique, n'offrira que bien peu d'avenues au développement. Le contexte économique actuel ne permet pas de prévoir des investissements de grande importance.

La construction résidentielle sera encore, pour 1982, un des secteurs le plus touché. La tendance actuelle ne permet pas d'envisager une reprise à ce niveau du fait que bien peu de gens semblent vouloir s'embarquer, l'effort monétaire étant trop considérable. De plus, la possibilité de voir le programme Loginove se concrétiser au printemps 1982 semble encourager les gens à vouloir rénover plutôt que de se construire.

"Il est à souhaiter que le programme s'étendra à tout le territoire sinon à une partie de la municipalité non visée par un programme

déjà en cours. Le fait est que le programme Loginove, qui semble vouloir se concrétiser, nous laisse présager des investissements assez importants sur le territoire de la municipalité, ajoute M. Aubin, si l'on se fie à l'enthousiasme que le programme PAREL avait suscité lors des premières années."

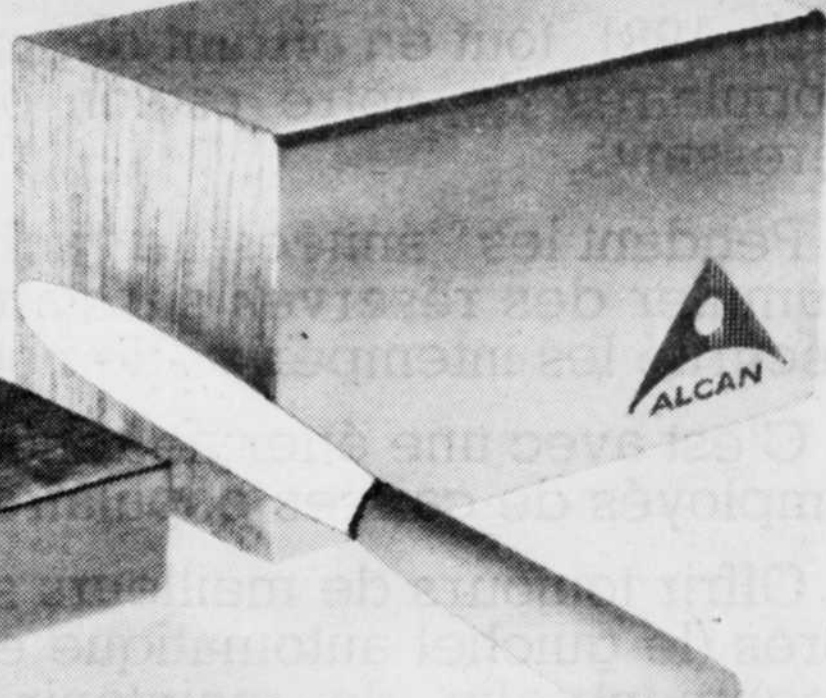
En ce qui concerne le secteur commercial, il doit être le seul où il est possible de voir une certaine régularité de développement. Bien que peu de projets de développements aient été annoncés, il n'en demeure pas moins que le secteur du boulevard Louis-Frédéric conti-

nuera son développement à un rythme accéléré. Le fait qu'il y ait déjà plusieurs commerces d'établis fait en sorte que ceux-ci servent de pôle d'attraction.

Nicolet ayant d'ores et déjà prouvé sa vocation de ville de services, il est à prévoir un développement accentué pour ce secteur d'activités. Au niveau des industries, on peut, somme toute, prévoir quelques restaurations. Il est possible qu'au secteur public, le gouvernement du Québec mette à exécution son plan de construction d'un poste de la Sûreté du Québec qu'on prévoyait pour 1981.

## LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE,

## C'EST AUSSI UN DE NOS PRODUITS.



La production d'aluminium Alcan est un élément essentiel à la bonne santé de notre économie. Des milliers de Québécois en retirent leur bonne part: salaires perçus d'Alcan ou d'entreprises qui gravitent autour d'Alcan, investissements de toutes sortes, taxes versées par Alcan aux gouvernements, profits en provenance des exportations, etc. . .

Faire en sorte que les profits de l'un profitent à plusieurs.



# À 80 ans, on sait éviter les folies!

Nous vivons dans un contexte économique qui ne se prête guère aux folies.

Au plan financier comme à d'autres niveaux, la sagesse s'acquiert souvent au fil des ans.

Avec ses 80 ans d'expérience, la caisse populaire a prouvé qu'elle savait administrer sainement les épargnes des gens de chez nous.

Voilà sans doute pourquoi plus de 8 personnes sur 10 ont choisi de faire affaire avec la caisse populaire.

Nous sommes fiers d'avoir mérité la confiance des nôtres et c'est avec sagesse que nous veillons aux intérêts de nos membres.

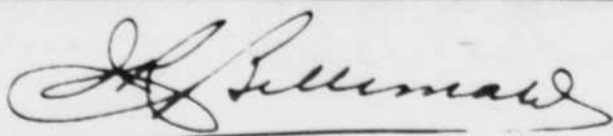
En 1981, tout en offrant des services compétitifs, les caisses populaires de notre région ont réalisé des surplus fort intéressants.

Pendant les "années de vaches grasses", nous avons su accumuler des réserves substantielles afin d'affronter en toute sécurité les intempéries de notre climat économique.

C'est avec une énergie renouvelée que les dirigeants et les employés de caisses populaires envisagent l'année 1982.

Offrir toujours de meilleurs services à chacun de nos membres (le guichet automatique en est un bel exemple), investir sagement afin de maintenir les emplois et la santé de l'économie, voilà nos défis.

C'est pour vous et avec vous que nous souhaitons les relever.



J. Roland Bellemare

**Président de la Fédération des  
caisses populaires Desjardins  
du centre du Québec**